

JACQUES KIRSNER PRÉSENTE



LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

UN FILM DE GILLES BALBASTRE ET YANNICK KERGOAT

SCÉNARIO DE SERGE HALIMI, PIERRE RIMBERT,
RENAUD LAMBERT, GILLES BALBASTRE, YANNICK KERGOAT

EPICENTRE
Films

JEM
PRODUCTIONS

UN FILM PRODUIT PAR JACQUES KIRSNER, JEM PRODUCTIONS AVEC LA PARTICIPATION DU CENTRE NATIONAL
DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE - MUSIQUE ORIGINALE FRED PALLEM - ANIMATION JORIS CLERTÉ,
PETITE CEINTURE - PRODUCTION EXÉCUTIVE ANNE-MARIE MARSAGUET - UN FILM DISTRIBUÉ PAR EPICENTRE FILMS
WWW.LESNOUVEAUXCHIENSDEGARDE.COM



petite ceinture
●●●

WWW.EPICENTREFILMS.COM



Documentaire - France - 2011 - 104 min. - 1.85 - Dolby Stéréo SR - 35 mm et numérique
Couleur - Visa n° 119 070

--- SORTIE LE 11 JANVIER 2012 ---

DISTRIBUTION : EPICENTRE FILMS
Daniel Chabannes
PROGRAMMATION : Jane Roger

PRESSE : Robert Schlockoff
& Jessica Bergstein-Collay
robert.schlockoff@gmail.com
Tél. 01 47 38 14 02

55, rue de la Mare 75020 Paris
Tél. 01 43 49 03 03
info@epicentrefilms.com

Photos et dossier de presse téléchargeables sur www.epicentrefilms.com
www.lesnouveauxchiensdegarde.com

JACQUES KIRSNER PRÉSENTE



LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

UN FILM DE GILLES BALBASTRE ET YANNICK KERGOAT
SCÉNARIO DE SERGE HALIMI, PIERRE RIMBERT,
RENAUD LAMBERT, GILLES BALBASTRE, YANNICK KERGOAT

*« C'est un film qui vous saisit,
vous tient fermement du commencement à la fin.
Et vous fait terriblement réfléchir. »*
COSTA-GAVRAS

SAISON 2010/2011



DENIS OLIVENNES



ARLETTE CHAROT



ERIK ISRAELEWICZ



NICOLAS POINCARÉ



NICOLAS DEMORAND



DENIS OLIVENNES



ERIC FOTTORINO



LAURENT JOFFRIN



NICOLAS DEMORAND

SYNOPSIS

► Les médias se proclament « contre-pouvoir ». Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir.

Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait *Les Chiens de garde* pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, *Les Nouveaux chiens de garde* dresse l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner.

Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.



ENTRETIEN AVEC GILLES BALBASTRE ET YANNICK KERGOAT

Serge Halimi a publié *Les Nouveaux chiens de garde* en 1997, au sortir des grèves de décembre 1995. Le poids des « prescripteurs d'opinions » a-t-il évolué depuis ?

Yannick Kergoat : Pas suffisamment pour qu'on renonce à se battre sur ces questions. Ce qui a changé depuis 1995, c'est la crise de la presse, qui se traduit notamment par des réductions d'effectifs dans de nombreux journaux. Ce qui n'enlève rien à la nécessité de la critique, au contraire. Régulièrement, il faut réarmer le fusil et tirer un nouveau coup de semonce.

Entre la première publication des *Nouveaux chiens de garde*, l'édition complétée de 2005 et le film qui sort aujourd'hui, un vaste travail critique a été mené par des associations comme *Acrimed* ou des journaux comme *Le Plan B*. Cette filiation du combat politique sur la question des médias ne s'est jamais interrompue. D'autant

que le phénomène médiatique est profondément lié à la politique en général et aux modèles de société dans lesquels on baigne.

On ne changera les médias qu'en changeant la société, mais, pour changer la société, il faut aussi se libérer de l'emprise des médias.

Gilles Balbastre : Parmi les journalistes et experts que nous avons ciblés il y a quinze ans, certains ont disparu, remplacés aussitôt par leurs équivalents plus jeunes, mais la plupart sévissent toujours. Les Giesbert, Durand, Ockrent, Attali ou Joffrin sont toujours là. Surtout, l'espace qu'ils occupent s'est élargi avec l'apparition des nouvelles chaînes de la TNT.

Les crises - celle de 2008 et celle qui enfle aujourd'hui - n'ont pas abrégé leur mandat à vie. Les éditorialistes et les experts qui prônaient la dérégulation et martelaient la nécessité de la « réforme »

ont contribué à entraîner le système dans le mur. Or, non seulement ils n'ont pas été éliminés pour faute grave, mais ils sont encore plus présents. Ils ont eu davantage encore de temps d'antenne pour commenter les crises d'un système dont ils ont tant fait la promotion.

La construction du film suit d'assez près le livre de Serge Halimi, mais avec son rythme propre. Comment êtes-vous passé du texte à l'image sans vous noyer dans la masse des archives ?

YK : Un film est très différent d'un livre. D'abord, on a fait le choix d'un film de combat, qui ne prétend pas chercher la nuance en toute chose. On ne ment pas au public, on ne lui dit pas qu'en 1 heure 44 le film va broser tous les aspects de la question des médias. On a fait un film pour réveiller les consciences, pour fournir au spectateur une arme dont il pourra se saisir pour

aller lui-même au combat, dans toutes les luttes qui l'occupent, car, à notre sens, la question des médias intéresse toutes les composantes des luttes sociales.

La fabrication de ce film nous a pris beaucoup de temps, il a fallu deux ans et demi de travail entre l'écriture de la première version du scénario et le résultat final. Le montage à lui seul a nécessité neuf mois de travail.

GB : Le film est aussi le résultat d'un travail collectif, celui d'une mouvance née du conflit social de 1995 et irriguée par les travaux de Pierre Bourdieu et de Serge Halimi. En quinze ans, ce groupe informel - que l'on retrouve dans *PLPL*, *Le Plan B*, *Acrimed*, *Le Monde Diplomatique*, *Fakir...* - a réuni une banque de données extraordinairement vaste. Sans ce méticuleux travail d'archivage, notre film n'aurait pas été possible. Le montage des « débats » télévisés



sur LCI entre Luc Ferry et Jacques Julliard, par exemple, nous a été fourni par deux professeurs de français et d'histoire-géo, qui ont scrupuleusement enregistré et démonté chaque séance de bavardages des deux « intellectuels ».

Comment trier dans une masse d'archives aussi imposante ?

GB : C'était l'une des difficultés majeures du film : soit on en conservait très peu, et l'on nous accusait de manipuler un fonds restreint d'images, soit on en mettait beaucoup, au risque d'ennuyer le spectateur.

YK : C'est la question du « registre de la preuve ».

Dans l'écrit, on peut multiplier à l'infini les exemples, les citations, les notes de bas de pages, les annexes.

Dans un film, en revanche, la démonstration doit s'accommoder d'une certaine économie pour ne pas alourdir le récit. Il faut trouver une forme qui permette à la fois de convaincre et d'amuser. Pour reprendre l'exemple de Julliard-Ferry, on disposait au départ de douze « débats » différents. De cette masse indigeste ne reste finalement qu'une séquence de 80 secondes, qui fonctionne autant comme un gag que comme une pièce à conviction.

« Les journalistes, les politiques, les industriels font partie de la même famille », affirme le journaliste Michel Naudy dans le film. De votre côté, vous faites jouer à plein vos propres réseaux. Pour lutter contre un bloc, vous en constituez un autre...

GB : La grande différence, c'est que nous sommes une famille intellectuelle

alors qu'ils sont une famille de classes, d'intérêts de classes, de protection d'un groupe social au détriment d'une majorité d'autres. Et les moyens qu'ils possèdent sont sans commune mesure avec les nôtres : c'est le pot de terre contre un missile atomique...

YK : La critique des médias s'inscrit dans un courant de pensée qui n'est pas non plus homogène, on ne pense pas tous de la même manière, on ne fait pas tous les mêmes propositions ni les mêmes diagnostics. C'est quelque chose de vivant, d'animé.

Les spectateurs sensibilisés à la question des médias forment le public naturel de notre film, il fallait donc éviter de leur répéter toutes les choses qu'ils savaient déjà ou ne savaient que trop. Mais, parallèlement, il fallait aussi reprendre et élargir un certain nombre de questions-clés. Cet équilibre-là est toujours difficile à trouver.

Mais comment le « pot de terre » a-t-il pu parvenir à ses fins ?

GB : Ce film est la rencontre du « pot de terre » avec un producteur, Jacques Kirsner, révolté par l'état de délabrement de la presse actuelle. « Je considère que les médias sont un danger pour la démocratie » nous a-t-il dit quand il nous a reçus la première fois. Et c'est lui qui a soutenu ce film, aussi bien financièrement, qu'idéologiquement et moralement. Et sans l'aide de personne. Ni des télévisions - bien évidemment -, ni des commissions sélectives de soutien au cinéma. Tous ont détourné « pudiquement et courageusement » les yeux de ce projet. C'est cette rencontre qui a permis « au pot de terre » de lancer une roquette.



CHARLES PASQUA
Ancien ministre

ARLETTE CHABOT
Europe 1
Ex: France 2
France 3
TF1
France Inter



LAURENT JOFFRIN
Le Nouvel Observateur
France Info
Ex: Libération
France Inter
France 5
AFP

Votre film va sans doute provoquer quelques irritations parmi les confrères. Quels sont les reproches que vos contempteurs fourbissent le plus fréquemment ?

YK : La réaction qui revient le plus souvent, de la part des membres de la profession, c'est l'accusation de simplisme : « *D'accord, mais c'est plus compliqué que ça.* » C'est la réponse classique dès lors qu'un problème est saisi par d'autres mains que celles qui en revendiquent le monopole. Effectivement, nous affirmons des choses simples, parce que le constat est simple à poser. Pour prendre un exemple tiré du film : le rôle de Christine Ockrent. On va nous dire : « *C'est plus compliqué que ça, ce n'est pas parce qu'elle a été nommée directrice générale de France 24 au moment où son mari était ministre des Affaires étrangères qu'elle va nécessairement relayer la propagande du pouvoir. Et puis, vous ne tenez aucun compte de l'indépendance des journalistes qui travaillent pour elle...* »

Or, pour nous, la question est simple : est-ce que, dans une démocratie telle qu'on la souhaite, on admet que l'épouse d'un ministre en exercice soit nommée par le Président de la République à la tête de l'audiovisuel extérieur français ? Oui ou non ? Est-ce une bonne chose que les journalistes censés éclairer le jugement des citoyens fassent des ménages pour des entreprises privées ? Est-il normal qu'un petit cercle d'experts qui se cooptent et partagent les mêmes points de vue accaparent l'espace médiatique ? Faut-il s'accommoder du pouvoir des annonceurs ? Ce sont là des questions simples, auxquelles on doit répondre par oui ou par non.

On vous reprochera certainement d'avoir fait un film partisan...

YK : Bien sûr. On n'avance pas masqué... Mais nous pensons que la critique des médias concerne tout le monde, et notamment que la question du pluralisme devrait intéresser toutes les composantes de la vie politique pour peu qu'elle soit démocratique.

Pas de nuances, mais des faits et donc des noms. L'attaque ad hominem est-elle un mal nécessaire ? Comment la justifiez-vous ?

YK : On ne peut pas comprendre le système médiatique sans identifier nommément les individus qui l'incarnent. Et, dans la mesure où il y a une certaine catégorie d'individus dont la position de pouvoir se confond avec leur personne, on les attaque pour ce qu'ils sont, et en leur nom propre. Dans le film, on ne tape pas sur les journalistes de base, les soutiers de l'information, même s'ils portent leur part de responsabilité.

On s'intéresse à ceux qui occupent des positions de pouvoir et qui ne se gênent pas, eux, pour attaquer les catégories sociales exclues de l'espace médiatique.

GB : L'éditorial du *Plan B* n°6 répond à votre question : « *Comment lutter sans identifier l'adversaire ?* »

« *Pour fendre les « marchés » sans nommer les architectes des marchés dématérialise la lutte sociale. C'est oublier que les mécanismes analysés par les économistes sont aussi actionnés par des individus au profit de groupes sociaux particuliers, qu'ils sont appliqués par des courroies de transmission politiques, relayés par la*

presse qui ment. Une critique qui ne cible personne épargne tout le monde. Il faut nommer l'ennemi ! »

On peut, tel Michel Field, passer en quarante ans du trotskisme à l'UMP. Visiblement, vous tolérez très mal ce genre de parcours. Pourquoi ?

GB : On peut changer d'idées, mais, quand on est journaliste, on n'est pas non plus obligé de devenir le porteur d'eau de Lagardère, du *club du Siècle* ou des patrons du CAC 40. Quand Michel Field fait des ménages pour Géant Casino, il n'exprime pas une opinion, mais un conflit d'intérêt. Pour nous, cela relève de la faute professionnelle.

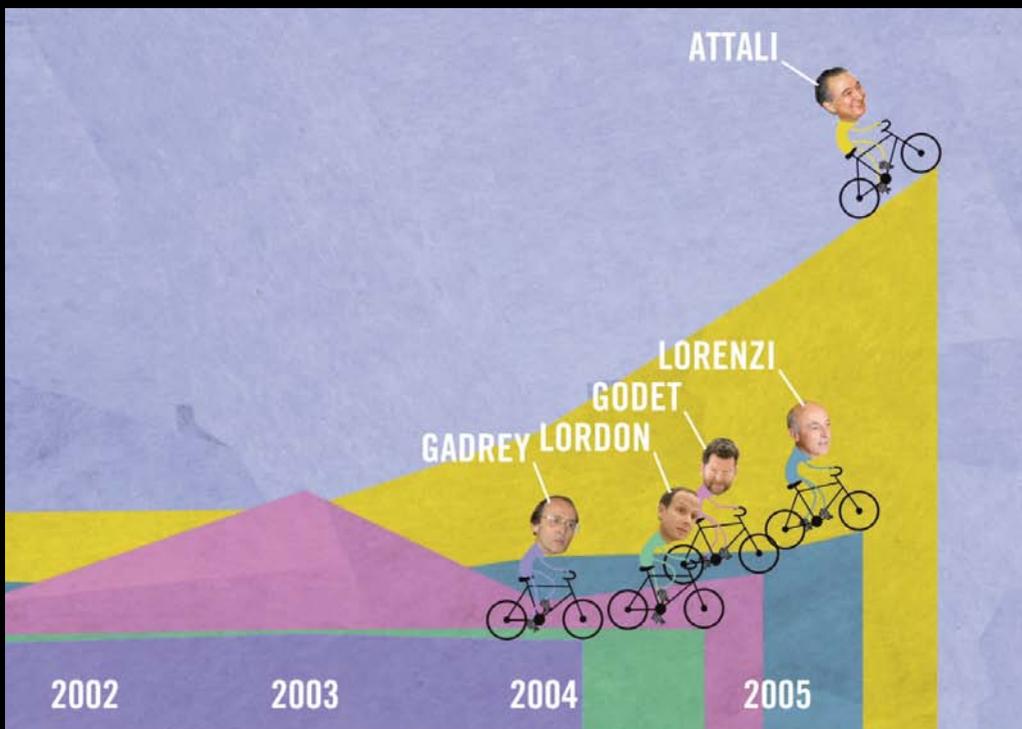
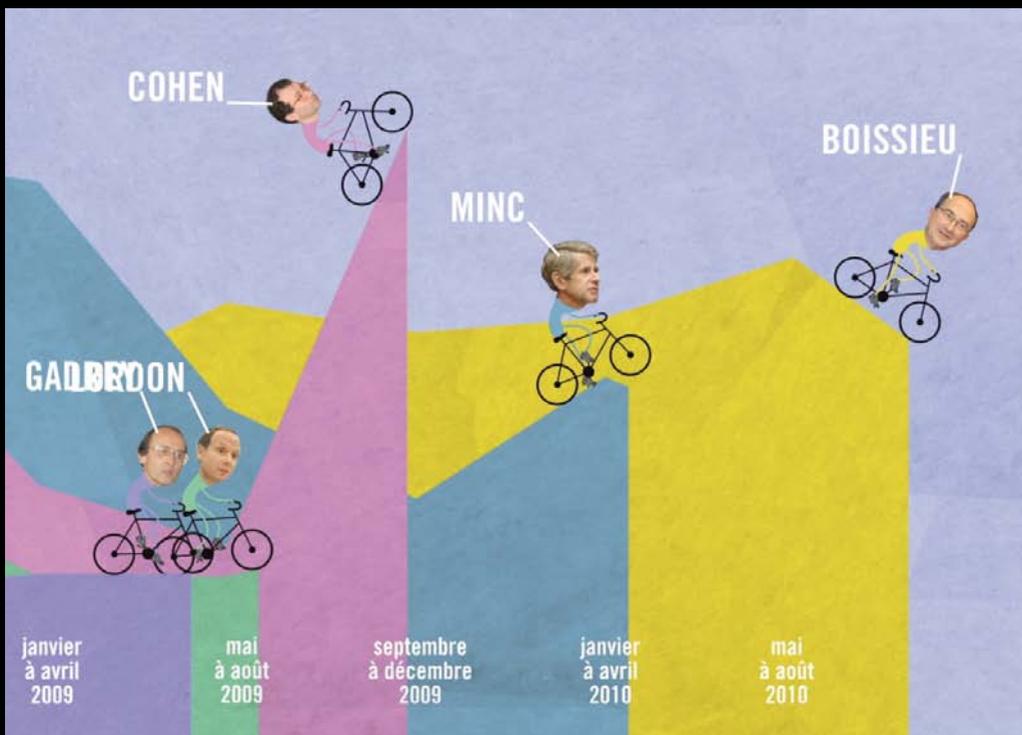
Est-ce la place d'un journaliste, en pleine campagne référendaire sur le Traité constitutionnel européen, d'animer un meeting de l'UMP en faveur du « oui », et de surcroît d'y faire applaudir son employeur, Arnaud Lagardère, patron d'Europe 1 ?

Le travail d'un journaliste, c'est d'informer le public, non de dîner avec les maîtres du monde. Ou alors, on fait de la communication, pas du journalisme.

Lors de la sortie du livre de Serge Halimi, le quotidien britannique The Guardian s'étonnait du degré de connivence entre journalistes et responsables politiques français. S'agit-il d'un mal typiquement hexagonal ?

YK : On est compétent pour analyser le contexte français, pas pour établir des comparaisons avec le reste du monde. Cela étant, l'affaire Murdoch est venue rappeler récemment que les pays anglo-saxons, malgré une presse a priori plus solide que la nôtre, ne sont pas à l'abri des connivences et des conflits d'intérêts. Les nouveaux chiens de garde n'ont pas de frontières.





GB : Aux Etats-Unis, les journalistes entretiennent certes des rapports moins connivents avec la sphère politique, mais ça ne les empêche pas d'avoir une grande proximité avec des idées politiques orientées.

Dans son livre *Les Nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi rappelle que la majorité des journalistes américains vivaient jusque dans les années 1960 dans les mêmes quartiers que la classe ouvrière. Aujourd'hui, alors que des milliers d'entre eux gagnent plus de 100000 dollars par an, leur vie quotidienne, écrit-il, « les rend beaucoup plus sensibles aux problèmes des privilégiés qu'au sort des travailleurs payés au salaire minimum ». La même analyse vaut aussi pour la France.

Internet peut-il changer la donne ?

YK : On n'a pas suffisamment de recul pour pouvoir en juger, mais la neutralité du net est loin d'être assurée. Qui peut prédire que le réseau ne passera pas sous la coupe des groupes dominants ? On entend souvent dire : les médias sont corrompus, laissons tomber et replions-nous sur l'Internet. Ce serait notre unique planche de salut. Je pense que c'est une erreur. Quel est le site d'infos le plus consulté sur le web ? Celui de TF1. Mediapart n'arrive qu'en 26 ou 27ème position... La hiérarchie des médias traditionnels se retrouve sur Internet.

Par ailleurs, la télévision reste encore pour une large majorité de Français la principale source d'informations. Il n'est donc pas question de renoncer à l'exigence d'une télévision pluraliste et indépendante. Oui, il faut créer des médias alternatifs, c'est évident, mais pas au prix d'une désertion du terrain des médias dominants.

GB : La presse écrite aussi continue de jouer un rôle important. *Le Parisien*, par exemple, est excessivement lu par les journalistes qui fabriquent l'info radio-télé. Internet a certes élargi l'offre, mais sans profiter réellement aux classes sociales défavorisées, pour lesquelles la télévision et la presse quotidienne régionale (PQR) restent les principaux moyens d'information.

N'y a-t-il pas un paradoxe à constituer un dossier de presse pour un film tel que le vôtre ? Les journalistes auxquels il s'adresse sont, pour certains, salariés des organes que vous attaquez...

YK : Il n'y a aucune raison de ne pas fournir des éléments de réflexion aux journalistes qui font correctement leur boulot. Heureusement, il y en a encore.

Les Nouveaux chiens de garde n'est pas un film contre la profession de journaliste, mais contre une certaine forme d'organisation sociale et économique des médias et un certain type de journalisme.

GB : Ce dossier de presse n'est d'ailleurs pas destiné qu'aux seuls journalistes. Il a aussi pour fonction de donner quelques munitions supplémentaires à tous ceux qui refusent de se laisser garder par les chiens de garde.



LA CONSTRUCTION DE « L'INTÉRÊT DU PUBLIC »

► L'intérêt que nous éprouvons pour un sujet nous vient-il aussi naturellement que le prétendent les fabricants de programmes et de sommaires ? N'est-il pas plutôt construit par la place qui précédemment lui a été accordée dans la hiérarchie de l'information ?

Lorsque la mort de Lady Diana fut annoncée (*Le Monde* y consacra trois « unes », TF1 un journal exceptionnellement prolongé qui, pendant 1 heure 31 minutes, ne traita que de ce seul sujet), comment quiconque aurait-il pu ne pas être « intéressé » ? Non pas que la nouvelle soit importante (la défunte n'avait aucun pouvoir, hormis celui de doper les ventes de la presse people), mais parce qu'à force d'entendre parler d'elle - de son mariage avec le prince Charles, de la naissance de chacun de ses enfants, de ses amants, des infidélités de son mari, de ses régimes alimentaires, de sa campagne contre les mines antipersonnel - la princesse était, qu'on le veuille ou non, entrée dans nos vies. On en avait appris davantage sur elle que sur bien des membres de notre entourage. Alors, forcément, sa mort nous « intéressa ». Peut-être se serait-on intéressé à d'autres sujets si les médias leur avaient consacré autant de temps et de moyens qu'à ce fait divers-là. Car comment peut-on se soucier de ce qui advient en Colombie, au Zimbabwe ou au Timor-Oriental quand on ignore l'existence de ces pays ?

Les libéraux insistent sans relâche sur le rôle économique de l'offre. Sitôt qu'il s'agit d'information et de culture, ils prétendent cependant tout expliquer par la demande...

Serge Halimi

Les Nouveaux chiens de garde (Liber-Raisons d'agir, 1997)



QUAND LES MÉDIAS RÉFORMENT LA JUSTICE

Il faudrait s'accorder sur ce que l'on entend précisément par « les médias » et « la justice ». Nul doute qu'à y regarder de près, on verrait que tous les médias n'évoquent pas exactement la justice de la même manière et que, pour commencer, ils ne traitent pas tous - ou pas tous également - les mêmes aspects de la question judiciaire. On s'apercevrait, par exemple, que si *Le Monde* s'intéresse régulièrement au Conseil supérieur de la magistrature (sa composition, ses décisions, les intrigues qui s'y nouent...), tel n'est pas le cas de France 2 ni du *Parisien*, ou encore que les « faits divers » n'occupent pas la même place sur RFI et sur TF1. Une analyse révélerait sans doute que ce type de différences recoupe des variations semblables dans le traitement d'autres questions. Reste qu'il paraît possible de dégager des grandes tendances, des traits saillants, des biais relativement constants de

la représentation médiatique de la justice, même s'il ne saurait s'agir pour le magistrat syndicaliste de se prendre pour un sociologue - étant également entendu que le sociologue n'est bien sûr pas le seul à avoir son mot à dire.

Premier constat : la justice des médias est pénale. Il arrive que des journalistes se penchent sur le fonctionnement de la justice d'instance (le surendettement, les tutelles, le contentieux locatif...) ou sur l'activité des juges aux affaires familiales, mais il n'est pas douteux que les médias accordent plus de place à la justice pénale qu'à toute autre, bien que la justice civile ou prud'homale concerne en réalité plus de monde. Cette sur-représentation de la justice pénale n'est pas neutre : forcément anxiogène, elle vient alimenter, redoubler, voire justifier les pratiques et discours sécuritaires du pouvoir, l'ensemble constituant une doxa extrêmement puissante.

D'autant que cette justice pénale est souvent appréhendée sous l'angle du « fait divers » et même, par sélection, d'affaires particulièrement graves, dont on finit par perdre de vue la relative rareté. Combien de « sujets » sur tel ou tel crime atroce pour combien de reportages sur les comparutions immédiates (pourtant massives) ? On peut penser - mais il faudrait le démontrer - que cet « air du temps » répressif n'est pas sans effet sur les pratiques des magistrats. De fait, il n'y a jamais eu autant de détenus (ni une telle surpopulation carcérale) en France...

Médiatiquement, la figure du criminel « dangereux » se détache nettement, en particulier celle du criminel sexuel. On le présentera volontiers comme un « récidiviste » ou, mieux, comme un « multirécidiviste », quand bien même il n'aurait jamais été condamné (et serait seulement, avec la fiabilité que l'on sait, « connu des services de police ») ou alors pas pour le même type de faits et, surtout, en dépit de la présomption d'innocence dont il est censé bénéficier avant d'avoir été définitivement jugé, comme tout le monde - mais, à l'évidence, cette présomption vaut davantage pour certains que pour d'autres, ce qui ne devrait pas conduire, par compensation, à la négliger pour ceux qui ont la chance de la voir effectivement respectée...

Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur le traitement médiatique de « l'affaire DSK », qui a encouragé ou entériné tous les débordements de ses partisans comme de ses opposants, abondamment et complaisamment cités et sollicités, le commentaire appelant le commentaire du commentaire et le commentaire médiatique de tous les commentaires, chaque citoyen-juge

étant sommé en définitive d'avoir une opinion, la plus tranchée possible, sur l'innocence ou la culpabilité de l'ex-patron du FMI, sur sa crédibilité, celle de la plaignante, leurs moralités respectives... Impossible de le faire ici, mais il est clair que la justice n'a ou ne devrait rien à voir avec ce délire collectif dans lequel tout s'annule, sauf le dégoût.

Comment ne pas évoquer également l'affaire dite « d'Outreau » ? La justice, c'est un fait incontestable, a failli. C'est même peu de le dire. En particulier, des innocents ont été incarcérés et détenus pendant des mois ou des années. C'est insupportable, sans l'ombre d'un doute, et il ne saurait être question d'éluder la responsabilité de l'institution judiciaire - et de ses acteurs - en focalisant les critiques sur les pouvoirs politique et médiatique.

Mais comment ne pas souligner ici que la responsabilité de ces derniers a été singulièrement minorée ? Un coupable a été trouvé, le « juge Burgaud », qui a fait fonction d'écran, au propre comme au figuré. Sur le versant judiciaire, la figure de ce « jeune juge » a éclipsé toutes les autres, en particulier celles du juge des libertés et de la détention et des magistrats de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Douai, dont les rôles étaient pourtant au cœur du scandale. Au-delà, a-t-on assisté à la remise en question de l'ordre juridique, œuvre du pouvoir politique, et du fonctionnement médiatique ? À peine. Si peu.

Pour ne parler que des médias, il est frappant d'observer leur brutal revirement dans cette affaire. Longtemps, ces innocents ont été présentés comme d'immondes pédophiles (qu'il aurait

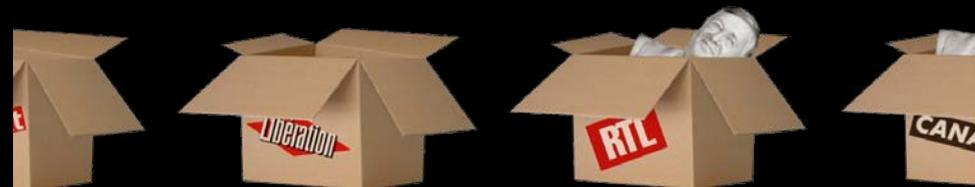
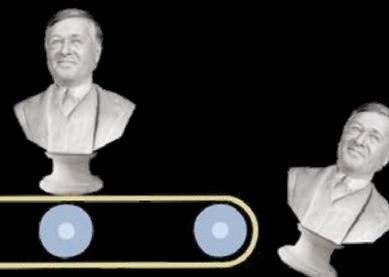
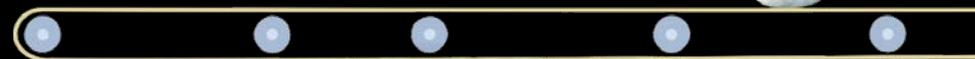
été audacieux de libérer !). Longtemps, on a fait peu de cas de leur innocence présumée et finalement avérée. Et puis, soudain, quand la principale accusatrice s'est rétractée, les monstres sont devenus des héros, avant même le verdict. Lors du procès en appel à Paris, on a même vu le procureur général parler d'acquiescement général lors d'une conférence de presse tenue dans l'enceinte de la cour d'assises, tandis que les jurés et les juges délibéraient.

La justice n'a certainement pas tiré toutes les leçons de ce désastre humain, mais il est manifeste que les pouvoirs politique et médiatique n'en ont tiré aucune. La procédure pénale a fait l'objet d'une réforme cosmétique, dont l'application a été en partie repoussée au... 1er janvier 2014, et le traitement médiatique des affaires criminelles, notamment sexuelles, est toujours le même.

Un dernier mot puisqu'il est impossible d'être exhaustif en quelques lignes sur les relations entre le pouvoir politique et l'autorité judiciaire. Souvent, les poncifs de la psychologie et de la sociologie spontanées altèrent la présentation qui en est faite par les médias : ainsi, lorsque l'autorité judiciaire résiste aux tentatives de délégitimation et de domestication émanant du pouvoir politique, il ne peut s'agir que d'une « grogne » ou d'un « mouvement d'humeur », décontextualisé et dépolitisé, ainsi que le traitement de l'affaire dite « *de Pornic* » l'a illustré en février 2011. Un double reproche contradictoire émerge alors du « bruit » médiatico-politique à l'adresse des magistrats - qui rend invisibles au passage les autres professionnels de la justice concernés

(fonctionnaires des services judiciaires, conseillers d'insertion et de probation, éducateurs...) : ils « font de la politique » (au sens péjoratif de « politique politicienne ») ; ils sont « corporatistes » (fausse analyse et vraie insulte qui sert désormais à discréditer a priori toute contestation émanant d'un secteur professionnel).

Matthieu Bonduelle
secrétaire général
du Syndicat de la magistrature





QUAND LE JOURNAL DEVIENT FIRME QUAND LA FIRME DEVIENT MARQUE

► La métamorphose d'un journal militant en groupe de presse, sa récupération par les classes dirigeantes, son ouverture au capital, sa revente à des industriels : l'histoire est si banale qu'elle a cessé d'inquiéter. Ni les intellectuels, ni les journalistes, ni les organisations politiques n'ont impulsé de mobilisation susceptible d'interrompre le tête-à-queue de *Libération*, passé de Sartre à Rothschild, ou celui du *Monde*, né de la Résistance pour échouer aux pieds d'industriels et de banquiers - après avoir envisagé son entrée en Bourse.

Rarement au cours des deux derniers siècles l'intégration industrielle des grands moyens d'information fut aussi poussée et acceptée comme une évidence. Il n'en a pas toujours été ainsi. [...] Des ordonnances de 1944 aux publications sauvages de l'après-1968, la « presse

de la liberté » contemporaine s'est fondée contre le capitalisme de presse. Elle s'y est dissoute dès lors que le projet d'entreprise prenait le pas sur l'objectif rédactionnel et politique qui présidait à sa naissance. Les transformations de *Libération* illustrent la situation générale de journaux contraints de se nier en tant qu'entreprise afin de poursuivre leurs buts, ou de renier leurs buts pour intégrer l'univers des entreprises. « *Il ne faut pas que nos moyens de vivre compromettent nos raisons de vivre* », avertissait le fondateur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry. Mais quand le commerce de l'information repose sur les mêmes bases que celui du papier peint, le destin des médias tient à une alternative : « *refuser de devenir une industrie* », selon le souhait de Sartre pour *Libération*, expose au manque de moyens et à une diffusion réduite ; choisir l'option contraire enclenche un engrenage fatal. D'abord invoquée

comme un impératif de survie, la logique industrielle transforme le journal en firme, la firme en « marque » qui affronte d'autres « marques » sur un marché où, pour permettre au lecteur de circonstance de distinguer des titres toujours plus interchangeables, le journalisme se fait marketing et le journaliste gradé, patron. « *Au Nouvel Observateur, je suis le seul à avoir licencié des salariés* », s'est rengorgé Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de cet hebdomadaire. À *Libération*, j'ai résisté à trois grèves générales. »

À de rares exceptions près, arbrisseaux toujours brandis pour cacher la forêt, l'entreprise de presse plongée dans les eaux du marché se montre solidaire du régime économique qui l'engendre et le fait prospérer. Il n'est pas nécessaire pour s'en convaincre d'entendre le PDG du groupe *Nouvel Observateur* disputer à son homologue de TF1 le titre de meilleur vendeur de Coca-Cola (« *comme les articles sont plutôt longs chez nous, le temps d'exposition à la page de publicité est plus grand* », a plaidé Claude Perdiel) ; ni Jean-Marie Colombani certifier que « *nous devons souscrire d'autant plus naturellement à l'économie de marché que nous jouons chaque jour notre vie* » ; ni Serge July soutenir : « *Je suis pour une économie libérale.* » Naguère marginaux comparés au textile, à la chimie ou à l'automobile, les groupes de communication comptent à présent au nombre des principaux acteurs de l'économie mondiale. La fusion de la presse dans l'argent conditionne ses contenus plus efficacement que toutes les censures directes, fussent-elles exercées par le propriétaire. [...] « *Il est un point sur lequel, dans la clandestinité, nous étions tous d'accord,*

rappelait en 1945 Francisque Gay, directeur de la presse au secrétariat général de l'information. *C'est qu'on ne devait pas revoir une presse soumise à la domination de l'argent.*¹ » Soixante ans plus tard, cette bataille politique gît étranglée derrière le comptoir des marchands de papier convaincus qu'« *on n'y peut pas grand-chose sur le plan des structures économiques.* [...] *Il est logique que le propriétaire fixe une orientation*² ». Les années de résignation sont passées par là, cherchant à effacer de nos mémoires le long combat pour une réappropriation démocratique de l'information.

Pierre Rimbart

Libération, de Sartre à Rothschild
(Raisons d'Agir, 2005)

« La première liberté consiste pour la presse à ne pas être une industrie. »

Karl Marx

¹ Déclaration du 7 mars 1945.

² Laurent Joffrin, *France Culture*, 2 octobre 2004.



UNE UNIFORMITÉ TRÈS NATURELLE

► L'oubli du monde est idéologie puisqu'il construit un autre monde. Le « *fait divers qui fait diversion* » est idéologie puisqu'il attire l'attention sur l'anodin, et la détourne du reste. L'audimat aussi est idéologie. Alors président de la Société des journalistes de France 2, Marcel Trillat a expliqué que, grâce à une enquête d'audience minute par minute, la direction de l'information savait ce qui avait marché et ce qu'il fallait éviter. Mais, au jeu du spectacle, le résultat est connu d'avance : « *Notre public devra se contenter, le plus souvent, de pensée prêt-à-porter, d'images dramatiques, de la langue de bois des têtes d'affiche de la politique et de l'économie. De vedettes du show-biz ou du cinéma venues assurer la promotion de leur dernier chef-d'œuvre en direct à 20 heures. Sans parler du record du plus gros chou-fleur de Carpentras ou des vaches envoûtées dans une étable des Hautes-Pyrénées. Au nom de la concurrence, chacun court pour copier l'autre.* »

Tout est dit. Nulle cabale ou conspiration : l'audimat est niché dans la tête des responsables de rédaction, soucieux de satisfaire les actionnaires et les annonceurs. L'uniformité devient alors chose très naturelle, rythmée par le balancier du marché.

Serge Halimi

Les Nouveaux chiens de garde



FICHE ARTISTIQUE

► GILLES BALBASTRE (AUTEUR - RÉALISATEUR)

Ancien pigiste à France 2, France 3 et M6, Gilles Balbastre a tiré de cette expérience une analyse lucide des ressorts socio-économiques de la profession, décrits dans *Journalistes précaires* (Le Mascaret, 1997), ainsi qu'une détermination ferme à corriger le « parti de la presse et de l'argent » (il fut directeur de la publication du *Plan B*, un journal de critique radicale des médias). Il est l'auteur d'une série de documentaires consacrés aux rouages et aux effets de l'ordre libéral, tous diffusés sur France 5, dont *Le chômage a une histoire* (2001), *Moulinex, la mécanique du pire* (2003), *EDF, les apprentis sorciers* (2006) et *Fortunes, Infortunes* (2008).

► YANNICK KERGOAT (AUTEUR - RÉALISATEUR)

Yannick Kergoat a réalisé plusieurs documentaires pour la télévision avant de se fâcher avec elle. Il a alors entamé une carrière de monteur de long-métrages, collaborant notamment avec Rachid Bouchareb (*Indigènes, Hors-la-loi*), Costa-Gavras (*Amen, Le Couperet*), Mathieu Kassovitz (*Assassins(s)*), Cédric Klapisch (*Ni pour ni contre (bien au contraire)*), Dominique Moll (*Harry, un ami qui vous veut du bien*, César du meilleur montage 2000) et Erick Zonca (*La vie rêvée des anges*). En parallèle, il mène depuis plusieurs années une activité militante sur la question des médias en tant que co-animateur de l'association Acrimed (Action-Critique-Médias).

► FRED PALLEM (COMPOSITEUR)

Musicien, compositeur, arrangeur, bassiste et guitariste, ancien élève du Conservatoire de Paris au département Jazz et Musiques improvisées, Fred Pallem a créé en 1998 son propre orchestre, Le Sacre du Tympan, lauréat de la Révélation Jazz aux Victoires de la musique 2006. Il est l'auteur de nombreuses compositions pour des spectacles et des films, notamment pour *Crazy Horse* de Frederick Wiseman (2011).

► SERGE HALIMI (AUTEUR)

Auteur des *Nouveaux Chiens de garde* (Liber-Raisons d'agir, 1997), traduit en huit langues et toujours ouvrage de référence en matière de critique des médias quinze ans après sa parution, Serge Halimi a également publié *L'Opinion, ça se travaille : Les médias et les « guerres justes »* : Kosovo, Afghanistan, Irak (avec Dominique Vidal et Henri Maler, Agone, 2000), *Le Grand bond en arrière : comment l'ordre libéral s'est imposé au monde* (Fayard, 2004). Il est le directeur du *Monde Diplomatique*.

► PIERRE RIMBERT (AUTEUR)

Co-fondateur et animateur des journaux de critique des médias *PLPL* (2000-2005) et *Le Plan B* (2005-2010), Pierre Rimbert est l'auteur de *Libération, de Sartre à Rothschild* (Raisons d'Agir, 2005), dans lequel il scrute les mutations idéologiques et managériales du quotidien « de gauche » fondé en 1973. Il est rédacteur en chef au *Monde Diplomatique*.

► RENAUD LAMBERT (AUTEUR)

Journaliste, Renaud Lambert a collaboré au *Plan B* et à l'émission « Là-bas si j'y suis » animée par Daniel Mermet sur France Inter avant de rejoindre en 2010 la rédaction du *Monde Diplomatique*.

► JACQUES KIRSNER (PRODUCTEUR)

D'abord scénariste (*La Provinciale, Allons z'enfants, La Passante du Sans-Souci, Trois morts à zéro, Clémence Aletti, Sauve-toi Lola*) puis producteur, Jacques Kirsner a choisi une démarche éditoriale qui privilégie une certaine façon d'aborder le monde, engagée et sans concession, tentant de donner au spectateur de vrais outils de réflexion.

Longs métrages : *L'Etat de grâce, Mangeclous, L'Orchestre rouge, Trois années, Diên Biên Phu, Pétain, Française - Téléfilms : Condorcet, Warburg, Le dernier été, Thérèse et Léon, Sartre, L'âge des passions, Leclerc, un rêve d'Indochine, Les enfants du printemps, Jaurès, naissance d'un géant, Louise Michel, la rebelle, Le Commissariat, Drumont, histoire d'un antisémite français, La Vénitienne, Un viol, Rituels meurtriers*

Documentaires : *Les Journalistes dans la tourmente, Histoire de la police française, Histoire de l'armée française, Histoire de la diplomatie française, Histoire de l'outre-mer, Théo Klein, Le Monde des Trotskyistes, les Trotskyistes du monde, Le Temps des otages, Les Français, La Main noire, Les Francs-maçons et le pouvoir, Un Monde dans tous ses états, 1962, de Algérie française à l'Algérie algérienne, Victor Serge, l'insurgé, New York tendances Yiddish...*



FICHE TECHNIQUE

RÉALISATION	GILLES BALBASTRE
.....	YANNICK KERGOAT
SCÉNARIO.....	SERGE HALIMI
.....	PIERRE RIMBERT
.....	RENAUD LAMBERT
.....	GILLES BALBASTRE
.....	YANNICK KERGOAT
PRODUCTION	JACQUES KIRSNER
.....	ANNE-MARIE MARSAGUET
.....	JEM PRODUCTIONS
IMAGE.....	LAURENT FENART
.....	ALBERTO MARQUARDT
.....	GUILLAUME DEFFONTAINES
SON.....	LAURENT MALAN
.....	PHILIPPE FABBRI
.....	ROMAIN DEGUELTZ
.....	OLIVIER WALCZAK
.....	JULIEN CLOQUET
DIRECTION ARTISTIQUE	JORIS CLERTÉ (PETITE CEINTURE)
MUSIQUE.....	FRED PALLEM
INFOGRAPHIE.....	ARNAUD LAMBORION
DOCUMENTALISTE	VALÉRIE MASSIGNON
MONTAGE	YANNICK KERGOAT
.....	MARIE-PIERRE CAMUS
DISTRIBUTION	EPICENTRE FILMS
PRODUCTION	JEM PRODUCTIONS



